

1er extrait (Nos finances publiques, vues de l'intérieur)

B/ Déficit, dette : y voir plus clair

Lorsque sur une année, les dépenses sont supérieures aux recettes, le budget de cette année donnée est en déficit. Il faut alors emprunter pour l'équilibrer. Le remboursement des créanciers se fait par la suite, il comprend le capital et les intérêts (financés par les budgets des années suivantes). Plus les intérêts sont élevés et plus la dépense publique sera sollicitée. L'ensemble des déficits accumulés au cours des années passées mais non encore remboursés constitue la dette publique. Le débat sur les déficits et la dette est trop souvent simplifié à l'extrême. On entend par exemple qu'il faut « *gérer l'État comme un bon père de famille* »¹, notamment en ne provoquant pas de déficit et en ne s'endettant pas. Certes, personne ne souhaite vivre à découvert. Mais encore faut-il rappeler qu'à la différence d'un bon père de famille, l'État ne meurt pas et qu'en outre, il dispose d'un patrimoine et de la faculté de pouvoir augmenter de lui-même ses revenus, par les impôts précisément.

Osons toutefois la comparaison. Lorsqu'un ménage emprunte sur 15 ou 20 ans, la somme qui lui reste à rembourser est, pendant de longues années, supérieure à ses revenus annuels : en quelque sorte, la dette est supérieure à son produit intérieur brut. Les ménages sont endettés, souvent relativement plus que l'État : au reste, dans les pays occidentaux, la dette privée est plus élevée que la dette publique. Car dans la réalité, un bon père de famille s'endette pour acheter un appartement ou une maison. Cet endettement permet à la famille de disposer immédiatement d'un bien, au lieu d'attendre en épargnant durant de longues années pour l'acheter. On peut étendre le raisonnement à d'autres biens (voiture par exemple). Si l'État s'endette pour investir ou pour soutenir l'investissement des collectivités locales, on ne peut pas parler de mauvaise gestion. De nombreux économistes ont d'ailleurs montré l'utilité économique et sociale des investissements publics : investir dans la formation et dans les réseaux de transports permet d'attirer des activités économiques et de fournir des biens publics à toute la population. Certes, si le déficit provient d'allègements d'impôts qui ont baissé les recettes fiscales sans provoquer de sursaut d'activité économique, ou si la crise affecte l'activité économique donc les recettes, ou si encore l'État s'endette pour payer ses dépenses courantes, alors la question de la dette et des déficits publics se pose autrement et on peut parler de « mauvaise dette ». Il ne faut donc pas généraliser ni globaliser : la dette n'est ni bonne ni mauvaise en soi, il faut simplement voir à quoi elle correspond.

¹ La formule revient souvent et avait été notamment employée par Jean Pierre Raffarin lorsqu'il était Premier Ministre.